

Édito

Convergence des luttes et combat politique

Le 7 mars, un grand rassemblement de soutien aux salariés du fret Air France en grève contre le plan Transform (et l'augmentation du temps de travail qu'il implique sans aucune contrepartie) a été organisé sur l'aéroport. Des salariés de PSA Aulnay, de Presstalis et de nombreuses entreprises de l'aéroport, dont les sous-traitants de la compagnie aérienne étaient présents. Il est apparu aux yeux de la grande majorité des salariés qu'il fallait viser une convergence des luttes, à la fois pour être plus efficaces, mais aussi et surtout parce qu'elles étaient toutes liées entre elles. Les capitalistes, à l'origine de la crise financière de 2008, ont eu besoin de « se refaire » sur le dos des salariés. L'arme économique employée par le MEDEF est simple : réduire les coûts salariaux pour restaurer les gains des capitaux. Qu'importe si cela passe par de la précarité, des vies brisées, ou des saccages industriels. Ce qui compte c'est le résultat, et cela marche ! Ainsi depuis 2 ans, la courbe des cours du CAC40 suit parfaitement la courbe galopante du chômage. Qui sait que 366 milliards de trésorerie « dorment » dans les caisses de ces grands groupes ? Alors oui, la convergence des luttes sociales est nécessaire, car seule la solidarité des travailleurs sera suffisamment puissante pour contrer la solidarité indéfectible des grands patrons.

Mais est-ce que cela sera suffisant ? Car au niveau politique, la déclinaison de la visée patronale se résume en un mot : AUSTÉRITÉ. Le Gouvernement élu en 2012 avec les voix de la gauche rassemblée mène ouvertement une

politique de droite. Doit-on pour autant penser que "c'est la même chose que Sarkozy", que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes ? Ce serait une grave erreur. Les socialistes au pouvoir, s'ils ont perdu leur âme, n'ont pas perdu le sens des réalités. C'est le rapport de force entre salariés et patronat qui les fera pencher d'un côté ou d'un autre. Si le mouvement social arrive à rassembler 3 millions de personnes dans les rues comme lors du combat contre la réforme des retraites de 2010, il y a fort à parier que le Gouvernement prendra le parti des travailleurs. Un exemple pour illustrer cet argument. Au Sénat, la majorité de gauche n'est possible que grâce aux voix du groupe communiste. Et c'est grâce aux sénateurs communistes qu'une loi d'amnistie pour les syndicalistes poursuivis vient d'être votée ! Une telle mesure n'aboutirait jamais si la droite était au pouvoir.

Le combat politique est donc plus que jamais nécessaire pour conduire au véritable changement. Il ne s'oppose pas aux luttes légitimes des salariés. Il est au contraire le vecteur décisif qui permet les grandes avancées. Il suffit de penser au Front Populaire de 1936 ou au Conseil National de la Résistance de 1945. Croire (et faire croire) que la politique est inutile, c'est faire le jeu de la droite et de l'extrême-droite ... D'ailleurs, à celles et ceux qui pensent que Marine Le Pen est dans le camp des salariés, il est important de signaler que, sur l'aéroport, on n'a jamais vu un militant du Front National daigner se déplacer pour soutenir ces derniers ... Dans le

Édito (suite)

même temps, les communistes œuvrent, au sein du Front de Gauche, pour réaliser le véritable rassemblement des progressistes contre l'austérité et imposer les choix politiques que le peuple a tant souhaités un soir de mai 2012. Ce

patient travail de terrain nous semble la meilleure arme pour lutter contre la désespérance et le fatalisme !

Thomas Lermusiaux

Secrétaire de la section PCF Roissy-Aéroport

Remue-méninges

Au-delà de l'emploi, le travail dans sa dimension humaine (ou anthropologique)

Anthropologie :

Science qui étudie l'être humain sous tous ses aspects : physiques et culturels.

Travail :

Dérivé du latin tripalium (instrument de torture), car au Moyen-Âge il était considéré que toute activité pénible qui n'avait pas de sens, s'apparentait à une torture ...
Le latin employait 3 termes pour désigner le travail : opera, labor et negotium.

Émancipation :

Action qui consiste à s'affranchir d'une autorité, d'une domination, d'une tutelle, d'une servitude, d'une aliénation, d'une entrave, d'une contrainte morale ou intellectuelle, d'un préjugé ...

La question de l'emploi est une question cruciale pour tout individu dans la société, avec souvent une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Le salarié a besoin d'un salaire pour vivre, voire survivre.

Le travail quant à lui ne peut se résumer au seul emploi. L'emploi est rapport avec l'employeur, le travail à une dimension créatrice. Le fruit de celui-ci n'est donc pas le seul salaire mais ce qui a été réalisé avec des moyens plus ou moins complexe. Le travail, sa valeur, traverse la vie, il est indispensable à la société, à l'être humain, il est objet, construction, service, recherche ... Il se caractérise dans un rapport social entre capital et travail, entre soi et les autres. Il est dans l'utilité sociale. C'est bien de ce point de vue que l'on peut construire les alternatives et les luttes favorables à l'émancipation sociale, à la démocratie et à une société d'un nouveau type de développement humain.

La crise du travail prend sa source dans la mise en coupe réglée des valeurs collectives qui le constituent. Les salariés vivent dans un climat de concurrence avec les collègues, d'individualisme, de fragilisation. Ces pratiques conduisent à une pression maximale sur les salaires, une forte accentuation de la productivité et de l'intensité au travail. C'est cette organisation qui explique et nourrit l'exclusion. Il y a un besoin urgent de se soucier de cette situation. Le citoyen a besoin de retrouver du pouvoir d'agir et d'intervenir sur tous les lieux de décisions.

Se soucier du travail, c'est mettre en lumière la nature des rapports d'exploitation qui le traversent et de créer des possibilités d'intervention, quels développements humains, écologique, quels besoins, comment on produit, avec qui, dans quel cadre. C'est aux salariés au monde du travail de s'emparer de ce qui constitue leur structuration essentielle dans la vie et qui doit être élément émancipateur d'où l'importance du politique sur les lieux même du travail.

C'est à partir des questions qui surgissent dans le monde du travail que pourront se dessiner les contours d'une stratégie de transformation fondamentale de la société.

Transport

Desserte de Roissy-CDG, des mobilisations indispensables

Au quotidien, les salariés de l'aéroport sont confrontés aux difficultés de transports du RER B : retards à répétition et stress, suppressions de train, rames bondées et désorganisation de la vie familiale, incidents d'exploitation, manque de maintenance ...

Après des décennies d'abandon, les interventions citoyennes ont permis d'arracher des investissements pour le RER B+, c'est positif mais largement insuffisant. En moyenne, depuis 10 ans, le nombre de voyageurs augmente de 3 % par an. Or les équipements ne suivent pas cette progression. Tout doit être fait pour faciliter l'utilisation des transports en commun. C'est indispensable pour l'environnement, l'aménagement du territoire et la qualité de vie des salariés et des riverains. Force est de constater que le Nouveau Grand Paris, présenté par Jean-Marc Ayrault le 6 mars et reprenant les grandes lignes du projet de Nicolas Sarkozy, n'est pas à la hauteur des attentes, en particulier pour la zone délimitant l'aéroport. Rien ne sera opérationnel avant 2030, et la ligne sera réduite à un métro de faible capacité entre Le Bourget RER et l'aéroport.

L'urgence passe en effet par l'amélioration de l'existant, à savoir :

- L'investissement dans davantage de moyens comme le doublement du tunnel Châtelet-Gare du Nord saturé par le trafic des RER B et D. C'est le seul moyen d'améliorer la régularité ;
- Donner des moyens pour davantage de présence humaine notamment dans les gares ;
- Investir dans des rames neuves à double étage pour une plus grande capacité et un meilleur confort ;
- Créer des infrastructures supplémentaires (gare

sur la zone Fret, bouclage des branches Mitry-Claye et Aéroport CDG pour offrir une voie alternative de desserte, lignes de bus en site propre) ;

- Instaurer un Pass Navigo à tarif unique au prix des Zones 1 et 2 (64 Euros), pris en charge à 100 % par les entreprises ;
- Créer un comité de bassin et de ligne pour associer les usagers à la réponse à leurs besoins.

Or, **AUCUNE** de ces propositions n'est prise en compte dans le projet gouvernemental. Pire, le Pass Navigo à tarif unique, promesse de campagne des élections régionales de 2010, est repoussé aux calendes grecques, car le Gouvernement ne souhaite "aucun financement à court terme de la part des entreprises" ... De même, le projet CDG Express n'est toujours pas enterré. Ce train pour voyageurs riches et pressés (30 euros l'aller-retour) serait désormais financé à 100 % par des fonds

privés, mais il continuerait à emprunter les voies du RER B financées par la collectivité !

La qualité des transports devrait être un droit qui contribuerait à réduire la fracture territoriale et les inégalités. Les investissements nécessitent de mettre davantage à contribution les entreprises par une augmentation du versement transports, mais aussi d'élargir celui-ci aux zones d'activités et grandes surfaces qui bénéficient de l'implantation des transports en commun.

À l'heure des choix gouvernementaux la seule réponse efficace pour les usagers passe par les mobilisations pour obtenir d'urgence la prise en compte de leurs besoins de transports collectifs réguliers et de qualité.

Jean-Marie Baty



Travail

Témoignage d'un intérimaire : Exigeons une loi pour renforcer les droits des travailleurs !

Je m'appelle Camel Talbi, j'ai été intérimaire chez Air France durant dix ans et j'ai cumulé 1 000 contrats.

C'est sur ce constat choc que s'ouvre la dernière page de notre journal.

Être intérimaire, c'est avant tout ne pas savoir de quoi les lendemains seront faits.

Air France est tellement représentative de l'abus de travailleurs intérimaires, qu'elle mérite que l'on fasse un zoom sur ses pratiques.

Pendant des années, la compagnie aérienne a fait croire qu'elle embaucherait ses intérimaires et que leur implication à véhiculer l'image d'excellence de l'entreprise serait reconnue.

Ces intérimaires n'aspiraient qu'à un seul but : sortir de la précarité et avoir un emploi au sein de cette entreprise. Pour cela, ils étaient prêts à tout endurer, et cela, la direction l'avait bien compris ...

Il arrivait par exemple qu'Air France demande à ses intérimaires de former et de suivre des CDD et CDI nouvellement embauchés dans l'entreprise.

En 2007, les conditions de travail devinrent carrément inhumaines : le rythme de travail était de 6 jours par semaine, et certains intérimaires arrivaient jusqu'à 280 heures travaillées par mois pendant l'été.

En 2008, Air France prit conscience du caractère illégal de sa position vis-à-vis de l'intérim et décida d'interrompre tous les agents ayant plus de dix-huit mois d'ancienneté avec la compagnie. Résultat : des centaines d'intérimaires furent jetés du jour au lendemain à la rue. Certains de ces intérimaires loués autrefois par de fréquentes lettres de félicitations sont aujourd'hui au RSA, en proie à de graves dépressions.

Durant la crise de 2008, 5 000 intérimaires ont disparu de la plate-forme ! L'équivalent du plan Transform que veut désormais imposer la direction d'Air France à ses propres salariés.

Un combat peut aujourd'hui rassembler TOUS les salariés qu'ils soient intérimaires, en CDD ou en CDI. Actuellement, si une entreprise veut se débarrasser d'un employé, elle peut le faire très facilement et n'aura qu'à payer des indemnités si elle est reconnue coupable devant le tribunal des prud'hommes, cela des années plus tard ... Mais ce tribunal n'a pas le pouvoir d'obliger l'entreprise à réintégrer l'employé abusivement licencié. Ainsi le salarié en CDI, soi-disant ultra protégé, n'est pas à l'abri de l'arbitraire de son employeur.

Le Front de Gauche et le Parti Communiste prônent depuis plusieurs années une loi générale qui interdirait les licenciements abusifs (dont les licenciements boursiers) et obligerait les entreprises prises en faute à réintégrer leur employés, pourvu que ceux-ci le souhaitent. Cela serait une avancée considérable dans l'évolution de la justice sociale de ce pays.

Cette loi permettrait aussi à des intérimaires ou CDD employés depuis des années, de faire requalifier leurs contrats en CDI et de bénéficier également du droit à la réintégration.

"Les seuls combats perdus d'avance sont les combats qu'on refuse de mener". Alors rassemblons-nous !

Camel Talbi

Nous rejoindre

Être informé

Nom Prénom Profession

Email Adresse

et Entreprise Téléphone

Envoyer à : Section PCF Roissy CDG — 23 avenue du Général de Gaulle 95700 ROISSY-EN-FRANCE
pcfroissyaeroport@wanadoo.fr